


Cet article date de plus de sept ans.

## 300 milliards pour relancer l'économie en Europe

300 milliards d'euros. C'est la somme que l'Union européenne pourrait consacrer à l'investissement pour les cinq prochaines années. Une relance bienvenue pour une Europe en panne de croissance et qui n'a jamais retrouvé ses niveaux d'investissements d'avant la crise, contrairement aux Etats-Unis.

 Pierre Magnan  
France Télévisions • Rédaction Afrique

Publié le 25/11/2014 15:07 Mis à jour le 28/11/2014 10:48

Temps de lecture : 5 min.



Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne (JOHN THYS / AFP)

Les grands organismes économiques sont tous d'accord. L'absence de croissance en Europe fait peser un risque sur l'économie mondiale. Dernière en date, l'OCDE, jusque là peu connue pour ses emballements keynésiens, vient d'affirmer que la zone euro fait peser un «*risque majeur*» sur l'économie mondiale... tout en qualifiant de «*justifiés*» les choix budgétaires de la France et de l'Italie, deux pays dans le rouge budgétaire.

### Une Europe en panne de croissance

Après de nombreuses années de débat – on se souvient que pendant la campagne présidentielle, François Hollande avait milité pour une initiative de croissance en Europe – l'Union Européenne semble décidée à se lancer dans une politique budgétaire offensive.

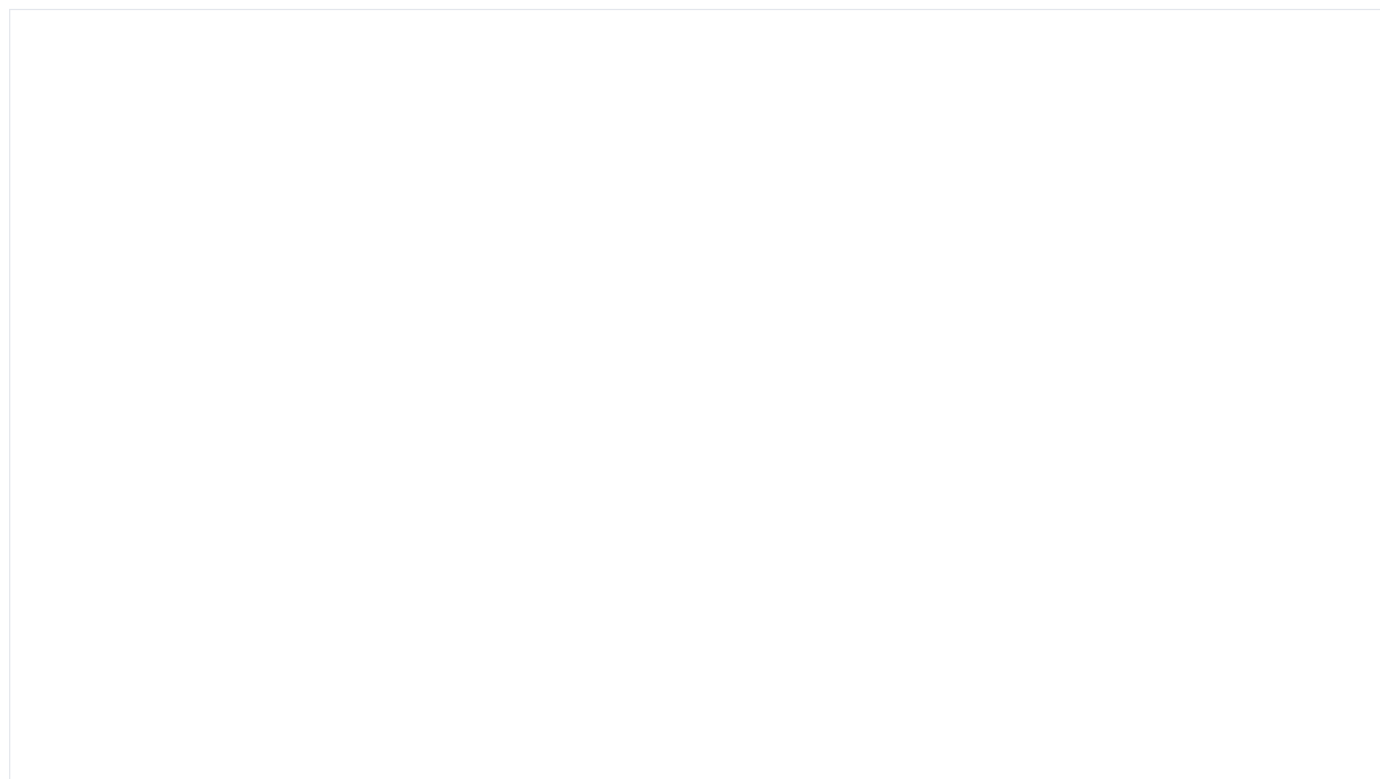
---

#### flash info



Plongée au sein d'Academia Christiana, mouvement catholique et nationaliste placé dans le radar des services de renseignement

d'investissement d'environ 300 milliards d'euros sur cinq ans, visant particulièrement les secteurs de l'énergie, des transports et du numérique.



Les investissements dans les principaux pays européens, dans la Zone euro et aux USA entre 2007 et 2012 (base 100 en 2007) (France Stratégie)

### Retard dans les investissements

«Le niveau des investissements a baissé pendant la crise et n'a pas rattrapé ses niveaux d'avant crise», résume Selma Mahfouz, commissaire générale adjointe de France Stratégie, l'organisme économique chargé de conseiller le gouvernement français.

«L'analyse globale du retard d'investissement dans la zone euro a confirmé le besoin d'un effort européen de relance macro-économique qui passe par des investissements, publics ou privés, engagés très rapidement, même si ce diagnostic varie selon les pays», estiment les économistes de [France Stratégie](#).

«Entre 2007 et 2013, malgré une première phase où l'investissement a relativement bien résisté, la zone euro a accumulé un retard important vis-à-vis des Etats-Unis. L'Espagne et l'Italie notamment connaissent un reflux très marqué de l'investissement dans toutes ses composantes», estime une note signée Fabien Dell, Pierre Douillard, Lionel Janin et Nicolas Lorach.

Ce retard dans les investissements est porteur de handicaps à venir au niveau de la compétitivité des entreprises. «A moyen-terme, le sous-investissement public est néfaste à l'attractivité du site zone euro et donc à sa capacité à attirer les investissements», note France Stratégie.

Sur ce manque d'investissements en Europe, les auteurs ciblent de grandes différences selon les Etats. Ils font une différence entre les Etats du sud (Italie, Espagne) où la «*crise des dettes souveraines a conduit à des ajustements qui ont eu un impact très négatif sur le potentiel de croissance*» et d'autres comme l'Allemagne où «*la politique budgétaire a pesé sur l'investissement public*».

C'est sur ces bases que l'UE devra déterminer la nature des investissements à faire, vers quels pays et quels secteurs.

### flash info



Plongée au sein d'Academia Christiana, mouvement catholique et nationaliste placé dans le radar des services de renseignement



Le projet s'inspire du Livre blanc de Jacques Delors en 1993 avec son programme d'infrastructures d'intérêt européen dans les secteurs du transport et de l'énergie, selon un responsable associé à sa conception, cité par l'AFP.

La Banque européenne d'investissements (BEI) sera à la manœuvre du plan avec pour véhicule un fonds européen d'investissement dont une partie sera tirée du budget européen, principalement des crédits alloués au mécanisme pour l'interconnexion en Europe sur la période 2014-2020. La dotation n'a pas encore été arrêtée et le chiffre de 21 milliards publié dans la presse a été lancé comme «ballon d'essai pour voir les réactions», a commenté une source diplomatique européenne.

«La nouveauté est le fait que la BEI va pouvoir réaliser des investissements à risques, car elle aura la garantie du budget européen», a expliqué ce responsable.

### Effet de levier à confirmer

L'effet de levier doit permettre de mobiliser 300 milliards sur les cinq prochaines années. Une somme que certains jugent optimiste. «La Commission estime très sérieusement que les projets mis en œuvre auront un effet de levier de 15. Un euro versé par la Commission et la BEI devrait donc finir par créer 15 euros pour l'économie européenne grâce à l'apport des investissements privés qui vont s'agréger aux projets initiés par Bruxelles. En tout, donc, on devrait avoir 315 milliards d'euros d'investissements supplémentaires dans l'UE», ironisait [La Tribune](#).

«Il y a énormément de liquidités dans le système, mais elles ne sont pas investies en raison de l'incertitude du secteur privé face à l'Europe», estiment, optimistes, plusieurs sources européennes.

Si la Commission avait injecté 315 milliards d'euros directement dans cette économie sur trois ans, cela aurait représenté 0,55 % de ce PIB de l'UE par an en moyenne, ce qui est déjà en deçà de la moyenne des plans de relance. «Mais du moins y aurait-il eu une vraie tentative, capable de créer ce fameux « choc de confiance » en ouvrant de vraies perspectives aux entreprises. Mais ces 21 milliards d'euros d'argent concrets, répartis sur trois années, pourront-ils avoir le même effet ? Rien n'est moins sûr», ajoutait La Tribune.

Ce n'est donc pas l'UE qui va emprunter en tant que telle. L'heure ne semble pas encore aux eurobonds que certains, à gauche notamment, réclamaient.

### Un effet suffisant ?

Deux questions subsistent. Comment se fera le choix des projets à financer, chaque pays ayant ses propres intérêts, et la somme globale sera-t-elle suffisante? Le pourtant libéral ministre des Finances polonais, Mateusz Szczurek, aurait lui préféré un plan de 700 milliards d'euros. «La politique monétaire a ses limites. Les réformes structurelles sont nécessaires mais elles demandent du temps. Si on se contente d'attendre leurs résultats, le niveau de chômage va continuer à monter et nos capacités économiques seront gâchées. Il faut créer de la demande par des investissements publics. Le secteur privé désinvestit à cause du ralentissement économique», estime-t-il.

On a vu avec les difficultés des «[abenomics](#)» au Japon que le calibrage de la relance n'était pas simple à gérer, entre la politique monétaire et budgétaire. Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne, avait affirmé en août 2014 que la politique monétaire ne pouvait pas tout et qu'il fallait aussi une relance budgétaire. Aujourd'hui, le budget de l'Europe devrait contribuer à la relance. Mais, prévient l'économiste en chef de l'OCDE Catherine Mann, «un appui monétaire plus important est essentiel sans quoi une période prolongée de faible inflation voire même de déflation est au bout du chemin».

[[asset:free\_html:21800 {"mode":"full","align":""}]]

---

### flash info



Plongée au sein d'Academia Christiana, mouvement catholique et nationaliste placé dans le radar des services de renseignement

actualités analyses vidéos

## Prolongez votre lecture autour de ce sujet

tout l'univers Europe

### sur le même thème

Présidentielle : Emmanuel Macron se prépare à l'exercice délicat du "président candidat"

---

#### flash info



Plongée au sein d'Academia Christiana, mouvement catholique et nationaliste placé dans le radar des services de renseignement



Nord : la centrale nucléaire, poumon économique de Gravelines

Après Paris, Bruxelles interdit à son tour le "convoi de la liberté"

---

**flash info**



Plongée au sein d'Academia Christiana, mouvement catholique et nationaliste placé dans le radar des services de renseignement



Procès Lelandais : comment la découverte d'une "minuscule" tache de sang a fait basculer l'enquête

## les sujets associés

Europe

Monde

## Vu d'Europe

Franceinfo sélectionne chaque jour des contenus issus de médias audiovisuels publics européens, membres de l'Eurovision. Ces contenus sont publiés en anglais ou en français.

## contenus sponsorisés

### COMMENTAIRES :

Connectez-vous à votre compte franceinfo pour participer à la conversation.

[Voir les commentaires](#)

• [Monde](#) • [Europe](#)

## :toute l'actu dès 7h30

Chaque matin à 7h30, recevez l'actu du jour dans votre boîte mail.

adresse email

s'abonner

### flash info



Plongée au sein d'Academia Christiana, mouvement catholique et nationaliste placé dans le radar des services de renseignement

**le live**

**direct tv**

**direct radio**

Soyez alerté(e) en temps réel avec l'application franceinfo :

**App store**

**Play store**

[Politique de confidentialité](#)

[CGU et mentions légales](#)

[Gérer mes traceurs](#)

[Nous contacter](#)

[Qui sommes-nous?](#)

[Charte déontologique](#)

[Devenir annonceur](#)

[Recrutement](#)

---

## flash info



Plongée au sein d'Academia Christiana, mouvement catholique et nationaliste placé dans le radar des services de renseignement

